



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 24 juin 2014
(OR.en)**

11298/14

**COPEN 179
EUROJUST 120
EJN 64**

NOTE

de:	M. Kornelios Korneliou, Ambassadeur, Représentant permanent, Représentation permanente de Chypre auprès de l'Union européenne
à:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
date de réception:	11 juin 2014
Objet:	Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Notification de Chypre

Monsieur,

Dans le respect des obligations qui incombent à la République de Chypre en vertu de la décision-cadre visée en objet, j'ai l'honneur de vous transmettre les déclarations/notifications requises de la République de Chypre, ainsi que le texte de la loi de 2014 relative à la procédure de reconnaissance et d'exécution des jugements des États membres de l'Union européenne prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté (Loi n°67 (I)/2014).

(Formule de politesse)

(s.) Kornelios Korneliou

Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne

Notification de la République de Chypre conformément à l'article 29, paragraphe 2

Conformément à l'article 29, paragraphe 2, de la décision-cadre, la République de Chypre transmet par la présente à la Commission européenne et au Secrétariat général du Conseil le texte de la législation nationale, la Loi n° 67(I)/2014, transposant dans le droit national la décision-cadre susvisée.

La loi n°67(I)/2014 est entrée en vigueur le 23 mai 2014 après sa publication au Journal Officiel de la République de Chypre.

Notification conformément à l'article 2, paragraphe 1

Les autorités compétentes de la République de Chypre sont les suivantes:

1. Lorsque la République de Chypre est l'État d'émission, l'autorité compétente pour rendre des jugements dans la République de Chypre est la cour d'assises ou le tribunal de district qui a rendu le jugement.
2. Lorsque la République de Chypre est l'État d'exécution, l'autorité compétente pour l'exécution est le tribunal de district dans le ressort duquel la personne à l'encontre de laquelle un autre État membre a rendu un jugement a sa résidence habituelle.

En outre, la République de Chypre notifie par la présente à la Commission européenne et au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne que le ministère de la justice et de l'ordre public est l'autorité compétente pour recevoir et transmettre les demandes de transit.

Les coordonnées du ministère de la justice et de l'ordre public sont les suivantes:

125 Athalassas Avenue

1461 Nicosie, Chypre

Tél.: +357 22805950/951

Fax: +357 22518356

E-mail: registry@mjpo.gov.cy

Déclaration conformément à l'article 23, paragraphe 1

La République de Chypre accepte les certificats en langue grecque ou en langue anglaise.

Déclaration conformément à l'article 23, paragraphe 3

Conformément à l'article 23, paragraphe 3, la République de Chypre déclare que, en tant qu'État d'exécution, elle peut demander que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnés d'une traduction en langue grecque ou anglaise.
